

Sherbrooke, le 4 septembre 2007

Commission Bouchard / Taylor

Commission d'enquête sur les pratiques

d'accommodement

Case postale 220, succursale B

Montréal (Québec) H3B 3J7

Messieurs,

Je me permets de vous écrire à la main, méthode devenue de moins en moins commode de nos jours. Si cela vous offense, vous m'en excuserez. Je vous remercie d'avance de prendre du temps pour me lire.

Je vous transmets en pièce jointe la copie d'un message que j'ai fait parvenir, il y a plus de 3 ans, au ministère de l'immigration. En le lisant, vous aurez plus d'informa-

(2)

tions sur mon parcours migratoire. Ce récit reflète en même temps ce que vivent des milliers d'immigrants.

Le sujet sur les "accommodements raisonnables" m'interpelle tellement que je ne veux manquer l'occasion qui m'est offerte pour partager mon point de vue avec vous.

Je suis originaire du Cameroun. Ma famille et moi avons déjà obtenu la citoyenneté canadienne, Cependant ce n'est pas une carte qui procure le bien être et la fierté d'appartenir à un pays. Pour moi, le sentiment d'appartenance n'est pas superficiel, il est très profond, il vient de l'intérieur.

Concernant les accommodements raisonnables, je trouve que l'on décline les problèmes où il n'y en a pas. On ne devrait pas utiliser les situations marginales qui, si elles sont décrites exactement comme elles se sont produites (cabane à sucre, hôtel réservé par les quifs et j'en passe.) pour en faire

une situation générale.

Je vis à Sherbrooke (Estrie) depuis plusieurs années. Je n'ai jamais ressenti chez les immigrants que je côtoie cette volonté de vouloir prendre toute la place, cette envie de vouloir imposer leur culture et religion aux Québécois. Si un groupuscule de personnes essaye de s'imposer d'une manière quelconque, pourquoi en faire un problème national?

La médiatisation excessive de tous les petits conflits marginaux (il en arrive partout ailleurs) augmente la sensibilité et véhicule beaucoup d'intolérance à l'égard des immigrants (surtout les minorités visibles).

Près de 50.000 immigrants viennent s'installer au Québec chaque année. De ce nombre, 70% sont des immigrants reçus (cf. parcours migratoire).

Je travaille comme agente d'intégration pour les personnes

immigrantes. La vaste majorité de ces immigrants ne demandent qu'une chose : travailler et vivre paisiblement avec leurs concitoyens.

Par ailleurs, j'ai de bons amis québécois, j'entretiens de bonnes relations avec eux, bref je suis entourée de bonnes personnes.

Ce qui me froisse le plus depuis mon arrivée au Québec est de constater que la difficulté à décrocher un emploi pour les immigrants perdure au fil des années même lorsque ces derniers démontrent beaucoup de bonne volonté ou même pour ceux qui ont étudié dans leur terre d'accueil. Ils deviennent ainsi des charges sociales contre gré. Sur ce point, il est assez surprenant de constater que les Québécois ne se plaignent pas du tout. Cette situation nuit certainement au Québec qui s'appauvrit, elle ne profite pas non plus de toute évidence aux immigrants.

Mon époux et moi avons obtenu nos équivalences d'études universitaires québécoises. Malgré notre comportement que je qualifierais d'exemplaire, je ne m'époumonerai pas pour vous convaincre que nous n'avons jamais travaillé dans nos domaines respectifs de formation, Le plus long contrat de travail que nous avons obtenu n'ayant pas dépassé 3 mois: on vivote, avec des diplômes universitaires et surtout beaucoup de talents. Nous avons 3 enfants travailleurs, très sociables et aimés dans leur entourage.

Expliquez-moi comment trouver des arguments assez solide pour encourager ces enfants lorsque ces derniers constatent et questionnent régulièrement sur notre situation professionnelle.

Pour ma part, l'orientation de votre commission devrait s'élargir à la question " Comment favoriser une bonne cohabitation sociale entre les immigrants et leurs concitoyens

⑥

québécois ?" Il va de soi que la solution inclut l'intégration professionnelle ; le problème se situe moins au niveau du conflit des cultures et des religions, mais surtout au niveau de l'emploi.

Je vous invite à recenser les Québécois qui avec la volonté, les aptitudes et les qualités professionnelles requises ont eu de la difficulté à se trouver un emploi pendant plusieurs années (vous n'en trouverez quasiment pas). Tournez-vous vers les immigrants répondant aux qualités précédemment définies ; vous en aurez assez avant d'avoir terminé la lecture intégrale de ce message. A cet effet, aucune grogne populaire Tirez les conclusions.

Une cohabitation sociale harmonieuse est pour moi un enjeu important et même capital dans une société multiculturelle.

J'espère que ces mots contribueront à résoudre ce problème.

Je souhaite ardemment que nos enfants et les générations futures profitent des retombées positives de cette réflexion.

J'ose croire que mes enfants et ceux des personnes immigrantes ne vivront pas les mêmes difficultés que nous en matière de recherche d'emploi.

Je ne veux prendre la place de personne, j'aimerais avoir ma place dans la société québécoise. Je veux respecter mes concitoyens et mettre mes talents au service de tous.

Recevez messieurs, mes salutations distinguées.

Léopoldine Leumeni

Le 23 avril 2004

Madame Michelle Courchesne
Ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
Édifice Gérald-Godin
360, rue McGill
Montréal (Québec) H2Y 2E9

Madame,

J'accuse réception de votre réponse du 29 mars dernier. J'ai été beaucoup surprise de constater que vous ne faites pas cas des trois messages précédants que j'ai faits parvenir à la même adresse notamment le 3 mars 2004.

Pour venir s'établir au Québec, nous avons été sélectionnés par les agents d'immigration à Berlin. Notre **état de santé**, nos **casiers judiciaires** comme notre **situation financière** ont été contrôlés minutieusement. Après vérification de nos **diplômes d'études universitaires**, on nous informait qu'il y avait des **besoins criants en main d'oeuvre**. C'est ainsi que mon mari, Étienne Temguia (requérant principal) a obtenu la mention « **assistant de recherche** » sur sa fiche de sélection. Je me demande pourquoi l'évaluation de la compatibilité de la formation du candidat avec le système québécois ne se fait pas avant la sélection, ce dernier paye les frais comme pour tous les autres certificats : cela éviterait les désagréments.

En dehors des frais que nous ont coûtés la production des certificats sans compter les multiples déplacements et hébergements, nous avons apporté **20000\$ CAN**, somme qui fut scrupuleusement vérifiée à notre arrivée le 28 décembre 2001.

Après avoir participé aux séances d'orientation et d'intégration au marché du travail du Québec nous avons amorcé avec beaucoup de motivation les démarches de prospection pour remarquer plusieurs mois plus tard que nous n'avions que des échecs en matière de recherche d'emploi.

À la suite des multiples démarches entre autres au MRCI de Québec (Mme Hélène Poitras) j'ai pu rencontrer M. Éric Gervais du Carrefour d'intégration du Sud. Je lui faisais état de nos déceptions. Ce dernier m'informait alors des départs massifs en retraite prévus pour 2006 et en même temps des grandes opportunités de travail en régions. (**arrivons nous en 2001 pour combler les postes vacants de 2006 ?**)

Nous avons assisté tout de même aux sessions d'information des différentes régions. Après cinq visites de prospection nous sommes enfin établis à Sherbrooke depuis juillet 2003.

Déterminée et persévérante, j'ai parcouru la totalité des employeurs potentiels dans mon secteur d'activité et de compétence, allant même jusqu'à confier des dizaines de curriculum vitae aux réseaux de contact personnels. Les réponses obtenues des entreprises sont telles que :

- **Pas de poste disponible**
- **Manque de subvention**
- **Curriculum vitae retenu pour six mois ou un an.**

Face à cette situation j'éprouve un sentiment de grande colère et d'injustice, d'autant plus que nous avons dépensé toutes nos économies (**toute une vie**) pour le Québec.

Si vous écoutez les nouvelles, vous avez sûrement entendu qu'à toutes les semaines ou presque on parle de **fermeture d'usine ou de mise à pied**. Cela n'empêche pas le Québec de battre le **record d'immigration depuis 1993** en accueillant près de **40000 nouveaux** arrivants en 2003 malgré la situation déjà très difficile pour ceux qui sont sur le territoire.

De sources officielles **environ deux tiers des immigrants** travaillent dans un **domaine différent de leur formation ou à contrat** (la durée moyenne d'attente varie entre un an et deux ans et demie). Plusieurs **retournent aux études** suite aux insuccès en matière de recherche d'emploi. Beaucoup **dépendent de l'aide sociale**, vivent sous le seuil de la pauvreté. Voilà autant de données significatives qui expliquent notre situation. Elles ne seraient pas aussi remarquables si les candidats étaient sélectionnés selon les besoins réels en main d'oeuvre. Malgré mon dynamisme je n'ai malheureusement pas pu me dissocier de cet ensemble.

À Berlin on nous promettait un **bel avenir professionnel** demeuré jusqu'à lors fictif. À Montréal on parle de **départs massifs en retraite** et de **l'abondance des emplois en région**, à Sherbrooke les discours soulignent entre autre la **boucherie et la vente comme métiers d'avenir**. Je me sens insultée par ces propos ; inutile de mentionner que c'est décevant et démoralisant !

Selon moi, l'immigration n'est qu'un slogan pour contrer la dénatalité grandissante au Québec. Hormis l'augmentation de la population , la résolution de ce fléau va de pair avec celui de la **pénurie de logement**, du **manque de garderie** mais aussi de la contribution au fond de retraite (cela dit aussi **travail**).

Jeune, en santé avec beaucoup de potentiels, je veux servir et non me servir du Québec. Je veux travailler et être utile et non me réduire à l'esclavage. Je veux me bâtir une vie avec ma famille.

Mes fils se distinguent par leur travail et leur bon comportement à l'école. Je brûle de désir et je suis capable de les soutenir aussi bien moralement que financièrement (selon mes capacités) dans leurs études, leurs activités, dans leurs rêves (comme tout parent). Malheureusement, depuis mon arrivée au Québec je ne parviens pas à réaliser pleinement mon devoir et cela m'ébranle. Ma vie n'a plus de sens.

Les mots ne peuvent suffire pour vous exprimer à quel point la réussite de ma famille a de l'importance pour moi.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, recevez, Madame, mes salutations les plus distinguées.

Léopoldine Temguia

Sherbrooke, le 28 novembre 2007

Commission Bouchard/ Taylor
Case postale 220, succursale B
Montréal (Québec) H3B 3J7

Messieurs,

Suite au mémoire que je vous ai fait parvenir en septembre dernier et suite à la communication téléphonique que j'ai eue avec Mme. Louise Forêt, il me fait plaisir d'y joindre les recommandations suivantes.

- ❖ **L'évaluation comparative des équivalences d'études devrait être établie avant la sélection du candidat** : les immigrants reçus représentent 70% de l'ensemble des immigrants. En connaissant le niveau d'études reconnu au Québec, ces derniers ne seront plus placés devant les faits accomplis et sauront mieux se préparer par rapport à leur avenir professionnel étant bien conscients et sachant s'ils souhaitent retourner aux études ou carrément décider de ne pas s'établir au Québec.
- ❖ **Le Québec devrait sélectionner les immigrants en tenant compte des besoins réels en main d'œuvre** : le taux de chômage chez les personnes issues de l'immigration est 3 fois plus élevé que chez les personnes de souche. Ce taux est encore plus élevé chez les minorités visibles. On nous apprend dans les séances de recherche d'emploi que 80% des offres sont cachées. La vaste majorité des emplois divulgués (sites Internet, journaux, affiches...) requiert un diplôme de niveau secondaire : or les immigrants reçus arrivent avec des diplômes universitaires. Pourquoi ne pas sélectionner les personnes qui possèdent un DES? On nous parle aussi des réseaux de contacts personnels. Si nous sommes réalistes, une personne nouvellement arrivée a besoin de temps pour observer et se trouver des connaissances. Pendant ce temps elle devrait vivre et éventuellement subvenir aux besoins de sa famille, travailler. Selon moi, il est tout à fait irréaliste de sélectionner des personnes pour des postes auxquels ils ont une chance infime d'être recrutés.
- ❖ **Le Québec devrait aussi tenir compte de sa capacité de rétention et des moyens financiers dont il dispose** : je pense surtout au manque de logements, au manque de ressources en francisation et les attentes occasionnées pour les gens qui veulent apprendre le français, Par exemple, les coupures financières considérables au MICC.
- ❖ **L'égalité entre les hommes et les femmes est une valeur fondamentale au Québec**; je suis entièrement d'accord. J'ajouterai que **l'égalité entre les personnes de toutes les races et de toutes les origines l'est aussi** : Même en ayant obtenu la nationalité, on se sent souvent comme des citoyens de seconde classe. **Le Québec ne doit pas s'attendre à ce que les citoyens qui souvent n'ont pas pu s'accomplir tant sur le plan personnel qu'économique et qui**

par ce fait même n'ont aucun sentiment d'appartenance, contribuent avec enthousiasme au bonheur collectif. Cette réalité peut aussi susciter un refus d'intégration. J'ai 3 enfants qui ont commencé le primaire au Québec. Ils obtiennent de bons résultats scolaires. Chaque parent a des rêves pour ses enfants n'est ce pas? En toute honnêteté, je ne vois pas mes enfants faire la plonge dans un restaurant pendant que leurs pairs seront des directeurs et des chefs.

- ❖ **Dans une société multiculturelle, les gens devraient pouvoir exprimer leur appartenance religieuse tout en respectant l'ordre et la sécurité publique.** Si on souhaite un milieu public laïque, alors que ce soit pour tous. Si l'on permet l'enseignement de la religion catholique dans les écoles, on devrait également permettre l'enseignement des autres religions. Je suis catholique et je n'ai aucun problème avec des personnes voilées.
- ❖ **Avec les coupures budgétaires continues au MICC, le manque de ressources en francisation, le taux de chômage élevé chez les immigrants, le manque de logements, je me demande comment le gouvernement prévoit augmenter le nombre d'immigrants à 55 000 par an. Je crains sincèrement des problèmes sociaux de grandes envergures dans les années à venir.**

Merci et bonne continuation

Léopoldine Leumeni